



Projet Jefakaf à Port-au-Prince

Dispositif intégré de gestion des ordures ménagères à Port-au-Prince
 Jesyon Fatra Kafou Fey

POINT BILAN / FÉVRIER 2014

Préambule

Ce « point sur » est l'occasion de réaliser des bilans des activités réalisées lors du projet, qui a débuté en 2012. Ce premier bilan porte sur le diagnostic et les propositions, discutées de manière large avec les acteurs du secteur et la population.

La gestion des déchets en question...

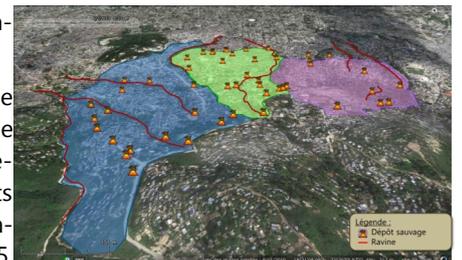
Compte tenu du contexte social, le diagnostic a pris plus de temps que prévu pour comprendre de manière fine les contraintes, les perceptions et pratiques des ménages, la structuration sociale et le contexte institutionnel. Le diagnostic a porté sur différentes dimensions : géographiques, physiques, économiques, sociales et institutionnelles.

- Les contraintes physiques sont nombreuses. L'exiguïté de certains corridors empêchant le passage de véhicules (58% des ménages sont inaccessibles aux camions) comme la présence de 9 ravines de moyenne et grande ampleur influencent négativement les pratiques. 48 dépôts ont été recensés, situés sur des petits terrains, généralement privés. 91,8% des déchets échouent dans les ravines ou à proximité des habitations, le temps de trajet moyen d'évacuation étant de 5,5 minutes. 5,7% sont brûlés. La moyenne de surface des habitations de 2,5 pièces, ne permet pas non plus le stockage des déchets à domicile. 17% des enquêtés jettent immédiatement leurs déchets, 41% les stockent à l'intérieur du domicile, 41% à l'extérieur, dans un sachet plastique (47%) ou dans un bokit (44%); La fréquence est majoritairement inférieure à 2 jours (73%). Les femmes sont en majorité responsables de la gestion des déchets (63%), les enfants viennent ensuite.
- L'animation de 10 focus group avec les organisations de base, les notables, les écoles, les églises ou encore les organisations de femmes et de jeunes a permis de détecter les freins comme les opportunités liés à la gestion des déchets. Attachés à leurs quartiers, (2/3 des habitants y résident depuis 10 ans et plus, 65% sont propriétaires), ils sont conscients des risques et des conséquences de jeter dans les ravines pour le bas de la ville. Ils sont également attachés à la régularité d'un service, déplorent l'absence de l'Etat, estiment les acteurs privés efficaces mais trop chers. Ils sont enfin confiants dans les OCB pour mobiliser les populations.
- L'enquête réalisée auprès de 280 ménages a permis d'identifier les leviers et les freins potentiels favorisant un service payant de collecte des déchets. Les montants se situent entre 100 et 250 gourdes par mois pour des services de porte-à-porte ou d'apport volontaire en fonction de l'accessibilité des quartiers. Majoritairement (84%), un service moins cher avec apport volontaire au véhicule est choisi par les ménages.
- En dépit de l'existence de récupérateurs, les pratiques de recyclage restent marginales (3,9%) pour un usage domestique principalement (1% des ménages revendent leurs déchets). 43% des ménages ont un a priori négatif sur les récupérateurs, 53,4% leur reconnaissent un rôle pour réduire les déchets.

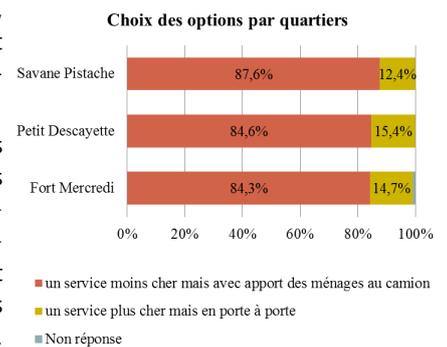
Globalement, si la gestion des déchets n'apparaît pas comme un problème de 1^{er} ordre, les alternatives étant gratuites et non contrôlées, les contraintes financières étant réelles, la nécessité de financer le service est cependant comprise et les impacts négatifs perçus.



Focus groupe



Localisation des ravines et des dépôts sauvages



Exemple de ravine à savane Pistache

Une offre de service adaptée aux quartiers...

Des restitutions ont été réalisées afin de débattre des propositions de manière large auprès des acteurs du quartier. Un dispositif hybride entre communautaire et privé a été choisi reposant sur un service professionnel, régulier proposé par un gestionnaire sélectionné sur ses compétences, et promu par les acteurs communautaires des quartiers. Les autorités seront accompagnées pour suivre le dispositif mis en place.

Le service propose une offre plus chère en porte-à-porte pour les ménages plus accessibles et une offre en apport volontaire pour les zones moins accessibles. Reposant sur un principe de prépaiement (achat de sacs au volume), le service assure une fréquence régulière au moins deux fois par semaine dans les quartiers. Ses équipements (motos-bennes et camion) lui permettront d'atteindre les zones carrossables les moins accessibles et de réduire ses coûts afin de lui permettre de recouvrer progressivement ses charges.

Basé dans des locaux rénovés dans le quartier de Descayettes, le gestionnaire va lancer son activité début avril. Le Gret l'accompagne dans la mise en place en travaillant sur les outils de gestion et le plan d'affaire du service.



Travaux de rénovation du bureau du gestionnaire



Stratégie d'animation et de communication

Une stratégie d'animation et de marketing est définie en trois phases : une phase de lancement, une d'argumentation et une de consolidation. Des relais locaux composés des organisations de base (comités d'eau, etc.) sont ainsi identifiés pour mener un porte-à-porte intensif et diffuser l'information dans les quartiers. Ces activités étant destinées à se pérenniser, des relations privilégiées sont nouées avec le gestionnaire du service dès le départ.

Des micro-projets pour faciliter la mise en place...

En lien avec le service, des petits travaux d'aménagement des dépôts sauvages, d'amélioration de l'accès ou de création d'espaces d'échanges pour les populations vont être appuyés dans les trois quartiers d'intervention. Un fonds est ainsi mis en place pour les micro-projets pour améliorer l'environnement dans ces quartiers (montants entre 5500 et 9000 €). Ces réalisations mises en œuvre par des organisations de base visent à faciliter la mise en place du service, et à mobiliser les habitants sur l'image de leur quartier. Les associations sont encouragées à se rapprocher des artistes, artisans et récupérateurs de leurs quartiers. L'information est diffusée par la distribution de plaquettes et les relais locaux dans les quartiers. L'appel à projet sera diffusé prochainement pour un dépôt limite des offres le 23 avril 2014 (renseignements auprès du Snelak). Les autorités (mairie et CASEC), parties prenantes de la sélection assurent le suivi de ces réalisations.

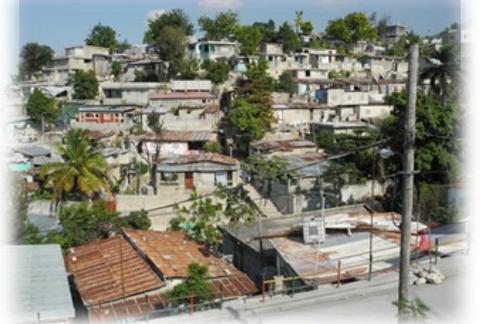
RESULTATS ATTENDUS

- R1. Un service de pré-collecte est défini, opérationnel et mis en œuvre** par des opérateurs locaux;
- R2. Les acteurs publics, communautaires et privés sont renforcés dans leurs fonctions respectives** (nettoyage, collecte, traitement, animation, évacuation, contrôle),
- R3. Les dépôts sauvages sont nettoyés, transformés en espaces publics** et les populations sont sensibilisées aux bonnes pratiques de gestion des déchets.



PERSPECTIVES DU PROCHAIN TRIMESTRE

- Lancement du service
- Suivi des performances
- Bilan de la phase test
- Lancement de l'appel à projet
- Accompagnement et sélection des micro-projets sous maîtrise d'œuvre communautaire
- Conception des supports d'animation
- Campagnes de porte-à-porte pour sensibiliser les ménages



Photos : © Gret Haïti

CONTACT : Représentation du Gret en Haïti
 16, Impasse Ambroise, rue Faustin 1er, Delmas 75
 tel : (509) 29 40 25 43 / 44 / e-mail : grehaiti@yahoo.fr

www.gret.org

Contact en Haïti : Caroline Benard (benard@gret.org) / jefakaf@gmail.com
Contact au siège : Alicia Tsitsikalis (tsitsikalis@gret.org)

AVEC LE SOUTIEN DE :

